

# Observatoire de l'Arctique

## *Bulletin mensuel*

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –  
CAMILLE ESCUDE-JOFFRES – TANGUY SANDRE –  
ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE – JEAN-PAUL VANDERLINDEN –  
FLORIAN VIDAL – THEO URVOY – MAGALI VULLIERME



# SOMMAIRE

<b>AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE .....</b>	<b>3</b>
<b>NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE .....</b>	<b>5</b>
<b>ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE.....</b>	<b>6</b>
<b>INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES.....</b>	<b>8</b>
<b>QUESTIONS MILITAIRES, INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES .....</b>	<b>9</b>
<b>PUBLICATIONS DES INSTITUTS DE RECHERCHE .....</b>	<b>10</b>
<b>TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME .....</b>	<b>11</b>

## **Contributeurs :**

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe : Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway)

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS), avec Hervé Baudu (ENSEM)

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge), Julia Tasse (IRIS)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS), avec Hervé Baudu (ENSEM)

Bloc Publications : Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM), avec Michael Delaunay (CEARC)

---

## Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

---

**Aux États-Unis, deux nouveaux accords de défense bilatéraux** (*Defence Cooperation Agreement*), venant compléter celui signé avec la Norvège, **ont été signés avec la Suède et la Finlande en octobre 2023**. Ces accords, bien que bilatéraux, ont été négociés de concert entre les trois États, faisant suite au processus commun d'adhésion à l'OTAN lancé par ces deux pays suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ces accords, qui doivent encore être ratifiés par les deux parlements, impliquent, entre autres, une présence militaire américaine dans ces deux pays comme en Norvège. À noter que le Danemark est en négociation pour le même type d'accord bilatéral ([High North News, 13/11](#)).

Le ministère de la Défense américain a annoncé avoir alloué 37,5 millions de dollars de subvention à l'entreprise Graphite One pour le **développement de la seule mine de Graphite** située à 60 km de Nome, à Graphite Creek, en Alaska, pour soutenir notamment l'industrie des batteries et les besoins en matière de défense. Minerai classé comme critique, il est aujourd'hui importé à 100% par les États-Unis, notamment en provenance de Chine, du Mexique et du Canada ([The Polar Journal, 26/07](#) ; [Département de la Défense, 17/07](#)).

Le poste de présence (*presence post*) diplomatique américain de Tromsø, en Norvège, a été officiellement inauguré par la sous-secrétaire d'État Elizabeth Allen le 27 octobre 2023. Occupé par un seul représentant diplomatique américain, l'ouverture de ce poste, situé dans le même bâtiment qui abrite entre autres le Secrétariat du Conseil de l'Arctique ou encore l'Institut polaire norvégien, est un signal fort de la volonté américaine de s'impliquer dans la région. Le diplomate en place ne traitera toutefois pas des questions militaires ([Département d'État, 27/10](#) ; [Reuters, 27/10](#)).

Enfin, **un rapport sur les capacités des armées américaines** et notamment celles des garde-côtes américains en Arctique, décidé en 2021, **vient d'être publié**. Rédigé par la RAND, il pointe les déficits capacitaires et alarme sur le fait que ces manques peuvent représenter des risques notamment en termes de sécurité dans la région face aux capacités importantes de la Russie et l'influence grandissante de la Chine. La première carence identifiée est bien entendu celle des brise-glaces, mais d'autres sont également relevées, telles les télécommunications, la connaissance du milieu, le besoin en personnels formés et en infrastructures adaptées, ce qui fait que les armées américaines n'ont pas les moyens d'occuper l'espace arctique de manière permanente comme la Russie par exemple. Pour tenter de remédier à cette situation, le rapport recommande de mettre en œuvre les diverses et récentes stratégies arctiques publiées, en se basant sur des partenariats scientifiques mais aussi en approfondissant la coopération avec d'autres acteurs arctiques tout en regardant vers des solutions venant d'initiatives commerciales investissant dans la zone pour combler les manques, et enfin en continuant de financer les garde-côtes pour les capacités brise-glaces ([RAND](#)).

Au **Canada**, les gouvernements provinciaux et fédéral continuent de chercher des solutions pour résorber le manque d'infrastructures dans le Nord et auprès des premières Nations. Dans ce cadre, la ministre des Services aux Autochtones, Patty Hajdu, a confirmé l'engagement du gouvernement Trudeau à combler ce déficit d'ici 2030, dont le total est estimé à près de 350 milliards de dollars canadiens ([Radio-Canada, 6 novembre](#)).

**Dans le secteur minier**, la compagnie Baffinland a obtenu une nouvelle autorisation temporaire d'augmentation de ces expéditions de fer de la mine de Mary River, au Nunavut. Cela lui permettra d'expédier jusqu'à 6 millions de tonnes jusqu'au 31 décembre 2024, au lieu des 4,2 millions de tonnes en vigueur. Cette autorisation a été prise à la suite du rapport rendu par la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (CNER) ([Radio-Canada, 21 novembre](#)). En revanche, cette dernière a rendu un rapport défavorable au projet d'expansion de la mine d'or Meliadine, située à Rankin Inlet, en raison de la trop grande incertitude des effets négatifs et durables de cette expansion sur le caribou ([Regard sur l'Arctique, 21 novembre](#)). Par ailleurs, selon la Société régionale Inuvialuit, les travaux d'exploration pour trouver l'accès du puits de gaz naturel M-18 dans le nord des Territoires du Nord-Ouest sont proches d'aboutir. Elle espère que le puits aura suffisamment de gaz naturel pour alimenter la région durant au moins 50 ans ([Regard sur l'Arctique, 20 Novembre](#)).

**Au Nunavut, les cas de tuberculoses continuent d'augmenter** ([Regard sur l'Arctique, 6 novembre](#)), tandis qu'une importante grève du personnel du secteur public touche le Québec, notamment dans le secteur de la santé et de l'enseignement ([Regard sur l'Arctique, 21 novembre](#) ; [Regard sur l'Arctique, 23 novembre](#) ; [Radio-Canada, 24 novembre](#)).

Les illustrations des impacts du changement climatique se multiplient, avec des niveaux d'eau douce historiquement bas dans certains lacs des Territoires du Nord-Ouest ([L'Aquilon](#), 9 novembre) et une augmentation du nombre de navires dans le Passage du Nord-Ouest ([La Presse canadienne](#), 6 novembre).

Le ministre de la Défense Bill Blair a annoncé **une nouvelle politique de défense canadienne d'ici quelques mois**, notamment pour faire face à l'augmentation de la pression russe et chinoise ([High North News](#), 24 novembre).

D'après des fuites révélées par [TV2](#) (19 novembre), **les forces de défenses danoises** envisagent de consacrer une centaine de milliards de couronnes pour le plan de réarmement militaire au cours des dix prochaines années, en particulier dans le domaine aérien. Pour l'ancien major de l'armée de l'Air, Hans Peter Michaelsen : « *La situation est telle que la menace pour le Danemark ne se situe pas sur terre, mais dans l'espace aérien, sous la forme de missiles. Le Danemark ne dispose actuellement d'aucune défense dans cet espace* ». Outre les avions de surveillance P8 de l'armée de l'Air destinés à surveiller l'Atlantique Nord, cela se décline notamment en Arctique et au **Groenland** de la manière suivante : 2 milliards de couronnes danoises supplémentaires notamment destinés à l'agrandissement d'une station aérienne à Kangerlussuaq, avec la construction d'une nouvelle piste d'atterrissage, ainsi qu'une enveloppe de 4 milliards de couronnes pour le renforcement de la patrouille Sirius et l'achat d'un nouveau navire de plongée et d'équipements de détection.

À l'Inatsisartut, le Parlement groenlandais, l'adhésion du Groenland à l'Accord de Paris, annoncée en 2021, a finalement été votée après une nouvelle étude d'impact ([High North News](#), 17 novembre). Pour Kalistat Lund, ministre de l'Énergie et de l'Environnement : « *L'Accord de Paris ne menace pas le développement du Groenland. Au contraire. La loi sur l'autonomie gouvernementale constituera la base de notre adhésion à l'accord. Nous adhérons en reconnaissant que nous sommes un peuple autochtone ayant le droit à l'autonomie. Nous sommes responsables de notre politique climatique et nous adhérons à l'Accord de Paris dans ces conditions* ». Les contributions déterminées au niveau national (NDC) seront décidées avec des objectifs climatiques pour chaque secteur. Certaines industries, comme les matières premières ou la pêche, pourraient être exemptées de ces objectifs.

Le Groenland a, par ailleurs, délivré deux nouvelles licences d'exploration de terres rares à l'entreprise canadienne Amaroq Minerals. Ces licences portent à 9 785,56 km<sup>2</sup> la superficie totale du territoire groenlandais de la société, ce qui fait d'Amaroq le plus grand détenteur de licences d'exploration minière du pays ([Eyes on the Arctic](#), 1<sup>er</sup> novembre).

Mises en place en juin dernier, les réunions tripartites entre les membres du conseil de politique étrangère du Parlement danois, de la commission des affaires étrangères du Parlement féroïen et de la commission de la politique étrangère et de sécurité du Parlement groenlandais Inatsisartut ne devraient pas s'institutionnaliser. Les politiciens groenlandais ont rejeté cette hypothèse ([Altinget](#), 16 novembre). Toujours sur le plan régional, et à la suite des critiques de Múte B. Egede (cf. bulletin n°43), la ministre danoise de la Coopération nordique, Louise Schack Elholm, s'est dite favorable à ce que le Groenland et les îles Féroé obtiennent une position plus forte au sein du Conseil de coopération nordique ([Sermitsiaq](#), 8 novembre). Reprenant les conclusions du rapport de l'ONU sur les discriminations raciales dont sont victimes les Groenlandaises et Groenlandais, la députée groenlandaise au Folketing, Aaja Chemnitz (Inuit Ataqatigiit) a appelé au renforcement de l'éducation sur le Groenland au Danemark ([Altinget](#), 2 novembre). Enfin, l'Union Européenne, qui envisageait d'ouvrir une représentation à Nuuk en 2023, a reporté le projet face aux lenteurs des tractations ([Altinget](#), 9 novembre).

En **Islande**, le mois de novembre a été marqué par la crainte d'une éruption volcanique et la déclaration de l'état d'urgence dans la péninsule de Reykjanes, le 10 novembre. Les habitants de Grindavik ont été évacués, la ville étant située sur des rivières de magma souterraines. Les importants séismes et destructions d'infrastructures autour de cette ville ont fait craindre une éruption volcanique de grande ampleur. En effet, l'Office météorologique islandais a enregistré que le sol s'est déplacé verticalement de plus d'un mètre au nord de Grindavik. Au 23 novembre, la situation semblait s'être calmée. En effet, alors que mi-novembre, près d'un millier de secousses étaient recensées chaque jour, le système de surveillance islandais n'en a enregistré 'que' 650 de faible magnitude dans la région ce jour-là ([Iceland Review](#), 11 novembre ; [Le Figaro](#), 14 novembre ; [Le Figaro](#), 24 novembre). Toutefois, selon des chercheurs, la péninsule de Reykjanes pourrait rester instable pendant encore des décennies ([BBC](#), 15 novembre).

---

## Norvège – Suède – Finlande – Russie

---

### Région de Barents : crise frontalière et arsenalisation des migrations

Au cours du mois de novembre, la tension entre la Finlande et la Russie est montée d'un nouveau cran avec l'amorce d'une crise migratoire le long de la zone frontalière. Dès la mi-novembre, les autorités finlandaises ont observé une augmentation des entrées illégales à ses passages frontaliers. Pour interrompre ce flux, les gardes-frontaliers ont interdit l'usage des vélos permettant le passage de ces migrants à partir du territoire russe. La majorité de ces migrants seraient originaires d'Afrique et du Moyen-Orient. Le gouvernement finlandais accuse la Russie d'instiguer cette crise frontalière menaçant la stabilité régionale (*thebarentsobserver*, [14 novembre 2023](#), [17 novembre 2023](#)).

Alors qu'une crise migratoire était déjà intervenue en 2015-2016, ce nouvel épisode serait directement organisé et instrumentalisé par le FSB. Selon certaines informations, les services de sécurité russes auraient acheminé des migrants à proximité de la zone frontalière pour faciliter leur passage vers la Finlande. Malgré les démentis du FSB, la chercheuse norvégienne Karen-Anna Egen observe que la « *Russie avait déjà augmenté la pression sur la Finlande en utilisant des outils de coercition* ». Les autorités finlandaises ont fermé plusieurs points de passages frontaliers pour contenir cette vague migratoire alors que les autorités locales de la région de Mourmansk évoquent une crise humanitaire. Le gouverneur russe Andreï Chibis explique ainsi que plusieurs centaines de migrants « *sont dans l'impossibilité de traverser la frontière et c'est la partie finlandaise qui en est responsable* ». Artificielle, cette crise a suscité également l'inquiétude de la Norvège, autre pays frontalier. Si les autorités norvégiennes n'ont pas observé d'augmentation du flux en provenance de Russie, le gouvernement se dit être prêt à fermer le point de passage de Storskog si nécessaire ([Chaîne Telegram du gouverneur de Mourmansk](#), *thebarentsobserver*, 21 novembre 2023, [NRK](#), 23 novembre 2023).

Néanmoins, après deux semaines de crise, celle-ci semble connaître son dénouement. Alors que la majorité des migrants se sont finalement retirés de la zone frontalière pour se rediriger vers les régions de Moscou et Saint-Pétersbourg, seulement deux migrants, originaires du Yémen, ont été recensés le 27 novembre au dernier point de passage encore ouvert de Raja-Jooseppi. Pour mettre un terme à ces tensions, la Finlande a pris la décision de fermer l'intégralité de sa frontière commune avec la Russie jusqu'à mi-décembre. Selon des sources russes non corroborées, cet épisode aurait été directement piloté par S. Kirienko, proche conseiller de V. Poutine au sein de l'administration présidentielle au Kremlin ([Chaîne Telegram de VTsk-OGPU](#) ; [Communiqué des gardes-frontières finlandais](#), 27 novembre 2023 ; *thebarentsobserver*, [Helsingin Sanomat](#), 28 novembre 2023).

### Menaces hybrides : brouillage GPS de ballons météorologiques en Finlande

Le Centre spatial arctique de Sodankylä en Finlande, considéré comme une infrastructure critique par le gouvernement finlandais, permet l'observation et le recueil de données importantes pour effectuer les prévisions météorologiques pour la région de Barents. En novembre, des ballons d'observation météorologiques ont fait l'objet d'activités de brouillage GPS. Ainsi, la position de ces ballons aurait été perdue à plusieurs reprises compromettant le recueil de données. Pour la direction du centre, la Russie est soupçonnée d'être à l'origine de ces activités hostiles à l'encontre des systèmes GPS installés dans les ballons qui permettent de mesurer la puissance du vent et identifier leur lieu d'atterrissage. Notons que depuis 2018, les activités de brouillage GPS ont sensiblement augmenté dans la région de Barents ([Yle](#) ; *thebarentsobserver*, 22 novembre 2023).

### Russie : le nucléaire au service des projets miniers

En novembre, le groupe minier Norilsk Nickel et la corporation publique russe Rosatom ont annoncé le lancement d'une étude d'évaluation sur la possibilité de construire une petite centrale nucléaire afin d'alimenter en électricité le centre industriel du groupe minier à Norilsk. Ce projet reposerait sur la construction d'un réacteur à eau pressurisée RITM-400 d'une capacité de 80 à 90 mégawatt. Cet ouvrage vise à répondre à un besoin croissant d'électricité pour les activités industrielles du groupe minier tout en diminuant ses sources d'énergies carbonées. En outre, une partie des futurs projets miniers dans l'Arctique russe pourraient être alimentés à partir d'un réseau de petites centrales nucléaires à faible capacité.

Pour Rosatom, le succès d'un tel ouvrage ouvrirait la voie à une commercialisation à terme de ces centrales nucléaires à l'international. Selon l'entreprise publique, les demandes de la part de clients étrangers seraient en augmentation concernant cette technologie où des discussions seraient en cours avec le Kirghizistan et la Birmanie ([Communiqué de Rosatom ; Interfax](#), 13 novembre 2023).

---

## États observateurs et Union européenne

---

### ***One Planet – Polar Summit* : un milliard d'euros d'ici 2030 pour la recherche polaire française**

Le *One Planet – Polar Summit* a accueilli plusieurs centaines de chercheurs, d'élus, d'institutionnels, ou d'acteurs associatifs et privés les 8 et 9 novembre 2023 au Muséum national d'histoire naturelle à Paris. Ces deux journées ont été complétées par un segment politique le 10 novembre qui a conduit à deux annonces, l'une à dimension internationale, et l'autre visant la recherche polaire française.

« L'appel de Paris pour les glaciers et les Pôles », signé par 32 pays, contribue à rendre plus visible dans l'agenda politique du changement climatique la cryosphère, en soulignant les interactions entre le climat global et les transformations rapides des deux espaces polaires. Il s'agissait de faire apparaître une coalition politique pour la préservation des glaciers, des calottes et de la banquise, enjeux devenant ainsi plus centraux dans les politiques climatiques, en lien avec la COP 28. Le *One Planet – Polar Summit* a été un succès public, avec des participants d'une quarantaine de pays, et malgré une organisation dans un temps très court (moins de trois mois). L'initiative n'a pas reçu le soutien explicite des États membres du Conseil de l'Arctique, et aucun des *Arctic 8* n'a signé l'Appel de Paris (cf. rubrique « Gouvernance »).

Sur un plan interne, le président Macron a annoncé donner des moyens à la stratégie polaire en allouant un budget d'un milliard d'euros dédié à la recherche polaire d'ici 2030 avec notamment la reconstruction des bases antarctiques Dumont d'Urville et Concordia. La France devrait également se doter d'un **nouveau navire à capacité glace, nommé Michel Rocard** en hommage au premier ambassadeur des pôles et initiateur du Protocole de Madrid. Ce navire à coque renforcée glace d'une soixantaine de mètres remplacerait le navire océanographique de l'Ifremer basé à Nouméa, l'*Antéa*. Il sera doté d'une plateforme pour hélicoptère. Une enveloppe de 65 millions d'euros sera dédiée à la construction du nouveau navire de la Flotte océanographique française (Fof) géré par l'Ifremer. Le *Michel Rocard* partagera son temps entre des missions océanographiques en océan Pacifique et océan Austral ([OnePolarSummit.com](#), 12 novembre ; [LeMonde.fr](#), 12 novembre ; [Le.Marin.fr](#), 26 novembre).

### **Quelle place pour la Pologne dans la politique de l'Arctique ?+**

*Un article du Polish Polar Research explore le rôle potentiel de la Pologne dans l'Arctique à travers sa politique étrangère, sa diplomatie scientifique, et souligne comment malgré la rareté des études à ce sujet, le pays renforce son engagement dans la région, notamment avec des bases de recherche établies dans le Svalbard et des programmes de recherche collaboratifs.*

Dans un contexte de transformation politique dans l'Arctique suite à l'agression de la Russie contre l'Ukraine en 2022, un article du *Polish Polar Research* se concentre sur le rôle potentiel de la Pologne dans la région. Il examine comment la politique étrangère du pays et la diplomatie scientifique pourraient influencer son implication dans l'Arctique. Soulignant la rareté des études sur l'activité polonaise dans la région, cet article explore la Politique Polaire Polonaise de 2020, tout en se penchant sur la crise de coopération internationale dans l'Arctique. Il suggère que malgré la crise actuelle, la Pologne pourrait renforcer son rôle dans la région grâce à sa politique polaire et sa diplomatie scientifique. L'analyse, basée sur des entretiens et des recherches approfondies, souligne l'importance croissante de la diplomatie scientifique, offrant ainsi une perspective sur l'adaptation politique et la coopération future dans l'Arctique ([Poland's polar policy in the face of the Arctic Council 2022 cooperation crisis, 2023](#)).

La Pologne a commencé sa présence scientifique dans l'Arctique pendant la Deuxième Année Polaire Internationale en 1932 avec une expédition de 12 mois sur l'île de l'Ours. Depuis lors, le pays a établi des bases de recherche estivales au Svalbard

ainsi qu'une station polaire permanente Stanisław Siedlecki à Hornsund dans l'archipel du Svalbard. La Pologne possède un navire de recherche, le *s/y Oceania*, utilisé pour des expéditions dans l'Arctique européen. Le Comité de recherche polaire et l'Académie polonaise des sciences supervisent les activités scientifiques dans la région, tandis que le Consortium Polaire Polonais a été créé pour renforcer la collaboration entre 17 institutions partenaires dans la recherche polaire. Ce consortium a initié un programme de recherche sur la neige au Svalbard pour mieux comprendre les changements environnementaux actuels. En 2013, Cracovie a accueilli une Semaine de la Science Arctique ([The Arctic Institute, 1<sup>er</sup> août 2022](#)).

## Une nouvelle plateforme de recherche au Svalbard pour des États non arctiques ?

*Le Traité du Svalbard constitue dans l'imaginaire une « porte d'entrée dans l'Arctique » pour des États non arctiques. La Russie proposerait d'accueillir des chercheurs de ces pays.*

Suite à la suspension de la coopération arctique avec les pays occidentaux après l'invasion de l'Ukraine en février 2022, la Russie prévoit d'établir une station de recherche à Pyramiden, sur l'archipel du Svalbard ([The Barents Observer, 30 octobre](#)). L'initiative, dont la dimension politique l'emporte sur la pertinence scientifique, vise à renforcer la coopération avec des pays coopératifs avec la Russie, y compris les BRICS, dans la région. Ainsi l'Inde, la Chine, la Thaïlande, mais aussi l'Arabie Saoudite ou d'autres États du Golfe ([Arab News, 4 novembre](#)) pourraient interpréter le Traité – à l'instar de la Turquie récemment (cf. bulletin précédent) – pour obtenir une présence dans la région. Pyramiden pourrait servir cette politique, scientifique dans un premier temps, alors que les autres États arctiques (hors Russie) sont plutôt enclins depuis février 2022 à restreindre la participation des pays non arctiques à la gouvernance de la région.

## Quels projets pour la Chine dans l'Arctique ?

*Le rôle de la Chine dans l'Arctique a été une source d'interrogations constante, accentuées depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et mettant en lumière son implication dans la crise climatique, son intérêt croissant pour les ressources arctiques, ses avancées dans les énergies renouvelables et ses efforts dans la Route de la Soie Polaire, tout en suscitant des inquiétudes quant à ses ambitions dans la région, selon diverses perspectives et analyses récentes publiées par l'Arctic Institute.*

La récente publication du rapport de synthèse AR6 par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat en mars 2023 a mis en exergue la crise climatique, particulièrement aiguë dans l'Arctique. Ce rapport a également souligné l'influence des tensions géopolitiques exacerbées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Au cœur de ces enjeux, se trouve la Chine, un acteur majeur par son importance dans les relations internationales et ses émissions massives de gaz à effet de serre. Paradoxalement, la Chine semble être de moins en moins engagée dans la région. Ses priorités se concentrent davantage sur les opportunités économiques émergentes, telles que l'ouverture de nouvelles routes maritimes et l'exploitation des ressources énergétiques, encore que ces investissements semblent baisser et sont bien moins mis en avant aujourd'hui qu'ils ne l'ont été dans le passé. L'invasion de l'Ukraine a eu des répercussions sur la réalisation des objectifs climatiques de la Chine. Elle a intensifié la collaboration énergétique sino-russe, malgré les limites apparentes de ce partenariat. Parallèlement, cette invasion a perturbé la collaboration arctique, suspendant les activités scientifiques et menaçant les recherches sur le changement climatique dans la région ([The Arctic Institute, 21 novembre 2023](#)).

Pavel Devyatkin partage ses réflexions après avoir donné des conférences au *Polar and Ocean Portal* de l'Ocean University of China à Qingdao et ainsi qu'après avoir discuté avec des universitaires chinois. Il explore la position de la Chine en tant qu'acteur clef dans la région, mettant en lumière sa relation avec la Russie, sa neutralité dans le conflit ukrainien, et son intérêt croissant pour les ressources naturelles de l'Arctique, notamment en énergie. Les étudiants et professeurs chinois soulignent les opportunités de coopération scientifique avec la Chine dans la région, tout en insistant sur l'importance d'une collaboration pragmatique, allant au-delà des seuls enjeux climatiques ([The Arctic Institute, 9 novembre 2023](#)).

De son côté, Yue Wang aborde l'intérêt croissant de la Chine pour l'Arctique en tant que région d'énergie renouvelable. L'auteur explore le rôle potentiel du GNL de l'Arctique dans la transition énergétique chinoise, mettant en évidence son impact réduit sur les émissions de carbone par rapport au charbon et au pétrole. Cependant, l'article souligne aussi les préoccupations concernant les émissions de méthane associées à l'extraction et à la gazéification du GNL. En plus du GNL, l'auteur examine le potentiel de l'énergie éolienne et géothermique de l'Arctique pour la Chine, en mettant l'accent sur les collaborations technologiques entre la Chine et les pays arctiques dans ces domaines ([The Arctic Institute, 16 novembre 2023](#)).

Erdem Lamazhapov, Iselin Stensdal et Gørild Heggelund explorent l'évolution de la Route de la Soie Polaire chinoise dans l'Arctique depuis 2017. Considérée comme une facette indissociable de la coopération sino-russe, ce projet a depuis perdu

de sa place dans le discours officiel chinois, soulevant des interrogations sur les intentions à long terme de la Chine dans la région. La stratégie de la RSP semble avoir ralenti, mais cette période de faible activité ne signifie pas nécessairement un échec pour la Chine, qui s'adapte aux circonstances changeantes. Les efforts de la Chine dans l'Arctique, notamment via des investissements dans des projets comme le LNG Yamal, montrent une volonté de s'impliquer malgré les défis actuels pour beaucoup liés à la guerre en Ukraine ([The Arctic Institute, 14 novembre 2023](#)).

---

## Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

---

### Compte rendu de la conférence *Arctic spirit*, Rovaniemi, Finlande, 14-15 novembre

Emilie Canova a participé à *Arctic Spirit*, conférence qui se tient à Rovaniemi tous les deux ans. C'est une conférence plus intime (environ 150-200 participants) que *Arctic Circle* en Islande ou *Arctic Frontiers* en Norvège mais reste un événement majeur sur l'Arctique en Finlande. La conférence n'a pas pour autant la volonté de grandir en taille en raison du manque de moyens humains et d'infrastructures.

Cette année, peu de personnalités de très haut niveau étaient présentes. La seule ministre, la ministre des Affaires étrangères finlandaise, a participé en ligne. Outre la représentation finlandaise, on pouvait noter cependant une forte présence du département de la Défense États-Unis, de l'UE et de la Norvège. Comme souvent, la Suède était encore absente. En revanche, l'échelon municipal/local était présent avec l'Arctic Mayor Forum très proactif.

Les thèmes centraux de la conférence étaient la sécurité militaire et les menaces hybrides. En parallèle était organisé un exercice de simulation par [Hybrid COE](#) (une organisation créée en 2017 et basée à Helsinki pour contrer les menaces hybrides dont la participation aux activités est ouverte à tous les pays de l'UE et de l'OTAN), ce qui a expliqué qu'il y avait beaucoup moins de participants que d'habitude pendant le deuxième jour consacré aux sessions académiques avec notamment les sciences sociales représentées, malgré le dépit des chercheurs.

Il y a eu peu de discussions sur le Conseil de l'Arctique, aucun SAO n'était présent à part le Finlandais. L'accent a été mis sur les "succès" de la présidence finlandaise du Conseil Euro-Arctique de Barents (CEAB) mais encore une fois très peu sur le retrait de la Russie. L'attitude générale semble être de considérer ce départ comme un non-événement. L'accent était donc mis sur le niveau régional du CEAB et sur la solution trouvée pour continuer les travaux du CEAB malgré le départ d'un des membres fondateurs et de la raison d'être de la création du conseil en 1993 précisément pour promouvoir la coopération entre les régions de l'Europe du Nord et du Nord-Ouest de la Russie ([Déclaration de Kirkenes, 1993](#)). Ainsi, une nouvelle structure de présidence transitoire a été annoncée durant la conférence : Norvège, Suède et Finlande vont conjointement exercer une "trio presidency" pour un an ([BEAC, 24-24 oct. 2023](#)).

La date du forum a été déplacée pour ne pas coïncider avec la saison touristique de Noël (Rovaniemi est également le lieu du Santa Claus Village). La prochaine session aura lieu au printemps 2025.

### Le *One Planet – Polar Summit* vu par les A8 et la gouvernance arctique

Les entretiens informels menés par Emilie Canova à l'*Arctic Spirit* ont révélé que les pays Nordiques sont critiques du *One Planet – Polar Summit* tant sur la forme et le protocole (avec peu de consultations préalables) que sur le fond (dénotant selon les entretiens une ignorance des sujets arctiques).

Des représentants danois ont ainsi mentionné des erreurs diplomatiques commises par la France pendant la préparation et le déroulement du sommet, notamment concernant les relations avec le Groenland. Les Finlandais ont eux surtout été étonnés de voir des maladresses dans la première version de la déclaration du "*Call for the Glaciers and the Poles*" et que peu de leurs commentaires aient été pris en compte dans le texte final.

Le concept de cryosphère n'est pas bien défini d'après le Danemark et la Norvège, et constituerait un nouvel argument pour que des acteurs non arctiques participent à la gouvernance des espaces arctiques (« *parce qu'il y a de la glace partout même dans nos frigos* »). Les A8 se montrent ainsi globalement sceptiques des intentions de la France avec ce sommet et semblent se retirer vers une gouvernance fermée (« *Nous avons fait preuve de solidarité arctique : aucun d'entre nous n'a signé la déclaration !* ») ([Élysée, 10 nov. 2023](#)). Malgré la présence du Premier ministre norvégien Jonas Gahr Støre, la Norvège n'a pas signé la déclaration, ce qui est critiqué par les ONG environnementales et l'aile plus à gauche de la coalition au pouvoir ([High North News, 17 nov. 2023](#)).

Alors que l'Islande n'a pas signé la déclaration, le président Grimsson et l'*Arctic Circle Assembly*, toujours plus ouverts à la participation extrarégionale, en profitent pour se situer en partenaire visible. Le sommet a bénéficié d'une session à l'*Arctic Circle Assembly 2023* et le président Grimsson a annoncé que le prochain *Polar Summit*, qui verra le premier anniversaire du "*Call for the Glaciers and the Poles*", se tiendra à l'*Arctic Circle Assembly* en 2024 ([X, 10 nov. 2023](#)).

## La Sénatrice de l'Alaska Murkowski insiste pour que les États-Unis ratifient la CNUDM

Active de longue date dans la diplomatie arctique, la sénatrice Lisa Murkowski a remis sur la table le sujet de la ratification de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer. Les États-Unis sont la seule nation arctique à ne pas l'avoir ratifiée. La CNUDM est entrée en vigueur en 1994 et a été signée par les États-Unis la même année. Cependant, elle n'a jamais reçu le consentement décisif du Sénat. Les opposants républicains ont fait valoir qu'elle constituait un empiètement inacceptable sur la souveraineté américaine.

Les arguments de la Sénatrice concernent la défense : « *Notre absence de ratification peut nous coûter des territoires et des ressources précieux* », a-t-elle déclaré lors de l'assemblée de l'*Arctic Circle* en octobre ([High North News, 22 novembre 2023](#)). Dans la foulée, elle a présenté avec d'autres sénateurs une résolution demandant au Sénat américain de ratifier la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS), comme l'ont fait 168 autres États et l'Union européenne.

C'est en Arctique et en mer de Chine, face aux revendications chinoises, que l'absence de ratification de la CNUDM serait le plus préjudiciable aux États-Unis selon elle.

---

## Questions militaires, industrielles et technologiques

---

### La réorganisation des districts militaires du flanc nord de la Russie : quelles perspectives en Arctique ? (2)

*La Russie continue de promouvoir la Route Maritime du Nord (RMN) auprès de potentiels pays partenaires malgré des obstacles économiques de plus en plus marqués. Certains investissements demeurent toutefois intouchés, voir amplifiés.*

Malgré les différentes politiques menées depuis des années par Moscou, une réduction des fonds alloués à la construction de brise-glaces nucléaires pour le budget 2024-2026 est envisagée. Les coupes budgétaires pourraient atteindre 5,25 milliards de roubles pour le brise-glace « *Lider* » et plus de 4 milliards de roubles pour le projet de brise-glace LK-60. Ces restrictions financières, couplées à des coûts de construction croissants, provoqueront des retards importants dans la flotte de brise-glaces nucléaires. Les sanctions occidentales ont contribué à une forte hausse des coûts, doublant potentiellement le prix des brise-glaces de série et augmentant de 60 % les coûts du « *Lider* » pour atteindre près de 200 milliards de roubles. Des retards sont également prévus, notamment pour le brise-glace « *Rossiya* », dont la construction est ralentie par des difficultés d'approvisionnement en pièces clefs, conséquence de l'endommagement d'une usine ukrainienne pendant l'invasion russe de l'Ukraine. Une situation similaire affecte la construction des brise-glaces LK-60 « *Kamtchatka* » et « *Sakhaline* », avec des coûts plus élevés et des retards prévus ([Polar Journal, 15 novembre](#)).

Malgré tout, du côté de la dissuasion nucléaire, l'investissement augmente. Un budget pour 2024 a été accepté par la Douma russe avec une forte orientation vers l'économie de guerre, prévoyant une augmentation des dépenses totales à 37 billions

de roubles, dont près d'un tiers (10,8 billions de roubles) est destiné aux structures de défense et de sécurité, représentant une augmentation de 68 % par rapport à 2023. Cette hausse budgétaire est destinée à la construction de 12 sous-marins de classe Yasen, dont la moitié sera déployée dans la mer de Barents. Ces sous-marins sont dotés de missiles de croisière Kalibr et Oniks, et seront armés du missile Zircon à l'avenir. La flotte du Nord accueillera six de ces sous-marins, tandis que la flotte du Pacifique en recevra également six ([The Barents Observer, 21 novembre](#)). Ce budget intervient alors que le SNLE *Imperator Aleksandr III* a lancé avec succès un missile Bulava à partir de la mer Blanche, armement faisant l'objet de nombreuses craintes ([The Barents Observer, 5 novembre](#)).

## Poursuite du développement des capacités de présence norvégiennes

*Un second navire de garde-côtes norvégiens vient renforcer les moyens capacitaires d'Oslo pour la sécurité de leurs territoires arctiques.*

La Norvège lance le KV *Bjørnøya*, le deuxième navire de garde-côtes de la nouvelle classe Jan Mayen qui comptera trois navires, adapté aux besoins futurs de patrouille dans les océans Arctiques. La ministre des Pêches et des Océans, Cecilie Myrseth, a souligné l'importance cruciale d'une bonne maîtrise et préparation dans les eaux norvégiennes, renforçant ainsi la capacité de la Norvège à maintenir le contrôle et la préparation dans ses eaux. Avec la fonte des glaces arctiques, ouvrant davantage de voies navigables, ces nouveaux navires de garde-côtes peuvent naviguer de manière autonome pendant huit semaines sans ravitaillement en carburant ni provisions. Les navires de la classe Jan Mayen remplacent la classe Nordkapp âgée de 40 ans. Ils sont plus grands et possèdent une coque renforcées contre la glace. Le prochain et dernier navire de la classe, le KV *Hopen*, devrait être livré à la Garde côtière au premier trimestre 2024. Les navires mesurent 136 mètres de long et comptent un équipage d'environ 100 personnes ([TheBarentsObserver.com, 4 novembre](#)).

---

## Publications des instituts de recherche

---

### Le permafrost, un défi complexe aux lourdes conséquences

*Selon Schoolmeester, le pergélisol stocke non seulement du carbone, mais aussi de nombreux polluants et pathogènes, représentant une masse carbonique estimée à 1 700 milliards de tonnes, soit environ 51 fois les émissions de carbone provenant des combustibles fossiles en 2019.*

Le nouvel *Arctic Permafrost Atlas* offre un aperçu du paysage changeant du Grand Nord. Publié en novembre 2023, cet atlas, selon ses initiateurs, vise à offrir aux lecteurs une nouvelle compréhension des changements qui se produisent dans l'Arctique en ce qui concerne le pergélisol. Le pergélisol présente un défi important dont les effets englobent le stockage d'émissions carbonées ou de pathogènes, l'érosion côtière et la déformation des sols fragilisant les infrastructures humaines, notamment dans les communautés humaines circumpolaires.

L'atlas est issu du projet Nunataryuk, une initiative financée par l'Europe et dirigée par l'Institut Alfred Wegener en Allemagne. Ce projet a réuni des scientifiques sociaux et physiques, des économistes, des habitants de l'Arctique (*Gwich'in Council International*) et des ingénieurs, entre autres, pour examiner les changements du pergélisol dans le Nord ([The Barents Observer, 28 octobre](#)).

Après plusieurs cas concrets, des experts alertent sur les risques de libération de pathogènes dangereux en raison du réchauffement climatique, mettant en évidence les conséquences potentiellement dévastatrices pour les populations locales et mondiales ([USA Today, 18 novembre](#)). Le Pentagone suivrait notamment cet enjeu alors que l'armée investit de plus en plus l'Alaska lors d'exercices militaires importants. Des appels à une collaboration accrue entre les connaissances autochtones et les scientifiques émergent pour faire face à ces menaces croissantes, soulignant l'urgence d'une action coordonnée à l'échelle mondiale ([APTN, 3 novembre](#)).

## Trafic maritime – Sécurité maritime

**Gazprom Nedra a terminé la saison de forage dans l'Arctique.** La société Gazprom Nedra a achevé la construction d'un puits de prospection et d'évaluation dans la mer de Kara à l'aide de la plateforme de forage autoélevatrice *Arkticheskaya*. Actuellement, la plateforme a été démobolisée vers son poste d'amarrage d'hiver dans le port de Mourmansk. À la suite des puits d'exploration, le flux de gaz industriel obtenu correspond aux indicateurs prévus et confirme l'intérêt de continuer à prospecter en mer de Kara ([Nadra.Gazprom.ru](http://Nadra.Gazprom.ru), 02 novembre).

Le groupe canadien de construction navale Davie annonce avoir finalisé **l'acquisition des actifs du chantier naval finlandais d'Helsinki** dans le but d'élargir ses capacités et son expertise en matière de construction de navires à coque glace, en particulier pour l'Arctique. Le chantier naval d'Helsinki avait été acquis par des investisseurs russes en 2009. Dix ans plus tard, il avait été racheté par Algador Holdings, une société d'investissement basée à Chypre liée à l'homme d'affaires russe Vladimir Kasyanenko. L'acquisition a obtenu un soutien crucial du gouvernement canadien dans le cadre de sa Stratégie nationale de construction navale. Davie est le troisième constructeur naval certifié pour le programme qui prévoit la construction de plusieurs brise-glaces du renouvellement de la flotte de la Garde côtière canadienne. Les deux autres partenaires sont les chantiers navals canadiens, Irving Shipbuilding Inc. et Vancouver Shipyards de Seaspan ([Maritime-executive.com](http://Maritime-executive.com), 03 novembre ; [Davie.ca](http://Davie.ca), 03 novembre).



**Le nouveau train de sanctions du Trésor américain** vise 130 personnes et entreprises supplémentaires dans le but de freiner l'économie russe de plus en plus orientée vers la guerre. Parmi les entités ciblées figure le projet Arctic LNG 2 censé entrer en production dès le début 2024. À l'origine, Arctic LNG 2 devait être construit avec des technologies occidentales fournies notamment par Technip, Saipem, Baker Hughes et Siemens. Le 1<sup>er</sup> train a cependant été remorqué et amarré au port d'Utrenniy en juillet dernier et Novatek déclare qu'il sera mis en service comme prévu début 2024. Livré

avec seulement 4 turbines sur les 7 nécessaires pour produire du gaz liquéfié, les experts se posent la question de savoir comment sera produite l'électricité indispensable au fonctionnement du train de liquéfaction. Les entreprises occidentales parties-prenantes ont jusqu'au 31 janvier pour réviser leurs participations. Le but, selon Geoffrey Pyatt, Assistant Secretary for Energy Resources, est de « *systematically reduce Russia's future energy revenue* », en ralentissant, ou en empêchant, l'entrée en exploitation d'Arctic LNG2 ([TheBarentsObserver.com](http://TheBarentsObserver.com), 03 novembre ; [Neftegaz.ru](http://Neftegaz.ru), 03 novembre ; [Ofac.treasury.gov](http://Ofac.treasury.gov), 02 novembre, [High North News](http://HighNorthNews), 13 novembre).

**Rosatom aurait décidé de construire à ses frais 4 brise-glaces diesel** d'une puissance de 40 MW chacun. La construction devrait débuter en 2024, une fois que le Bureau central de conception Iceberg de Saint-Petersbourg (contrôlé par Rosneft) aura achevé la conception technique. Le premier brise-glace de la série est prévu pour être mis en service en 2028. Le coût indicatif d'un brise-glace s'élève aujourd'hui à plus de 30 milliards de roubles ([Vedomosti.ru](http://Vedomosti.ru), 03 novembre ; [Korabel.ru](http://Korabel.ru), 03 novembre).

Le **chiffre d'affaires total de la société d'armement d'État Sovcomflot** en équivalent temps d'affrètement (TCE) pour les neuf derniers mois s'est élevé à 1,565 milliard de dollars, soit 54 % de plus que pour la même période de l'année dernière. Les revenus des segments pétroliers ont été soutenus à la fois par des conditions de marché favorables et par un volume important de nouveaux contrats d'affrètement à temps sur le marché spot (affrètement sur une durée limitée). Cette société à capital majoritaire de l'État russe a été transférée aux États arabes unis pour échapper aux sanctions occidentales en mai 2022. Elle arrive malgré tout à faire des bénéfices, ce qui permet de douter de l'efficacité des sanctions occidentales dans ce segment (flotte grise) – ([Korabel.ru](http://Korabel.ru), 20 novembre).

Le 6<sup>ème</sup> brise-glace russe du projet 22220 à propulsion nucléaire devait initialement s'appeler *Kamchatka*. Mais le Kremlin semble désormais être intervenu pour le **re-baptiser Stalingrad**. Sa construction devrait commencer en 2024. Outre le changement de nom du *Kamchatka* en *Stalingrad*, V. Poutine aurait également approuvé le changement de nom du 7<sup>ème</sup> de la série de *Sakhalin* en *Leningrad* ([TheBarentsObserver.com](https://www.thebarentsobserver.com), 20 novembre).



### **Gazoduc et câbles arrachés en mer Baltique : suspicion sur un navire chinois ayant emprunté le passage du Nord-Est à deux reprises cette année avec le soutien de la Russie**

Le porte-conteneurs chinois *NewNew Polar Bear* et le cargo à propulsion nucléaire russe d'Atomflot, le *Sevmorput*, ont effectué des liaisons entre la mer Baltique et la route maritime du nord-est. Le ***NewNew Polar Bear* est soupçonné de sabotage d'infrastructures sous-marines dans la mer Baltique**. Le gazoduc Balticconnector, situé entre la Finlande et l'Estonie, a été arraché le 8 octobre. Quasiment dans le même temps, le câble sous-marin de fibre optique *Finland Estonia Connection* (FEC) et le câble *Sweden Estonia* (EE-S 1), reliant la Suède à l'Estonie, ont été coupés. Un troisième câble, russe celui-là et appartenant à Rostelecom, reliant la Russie à l'enclave de Kaliningrad, aurait lui aussi été arraché.



L'analyse des flux AIS a permis d'identifier un rapprochement entre ces deux navires au mois d'octobre lorsque les deux cargos se sont suivis pour entrer puis ressortir de la mer Baltique. Ces deux navires sont passés (à moins de 6 heures d'écart) le 8 octobre sur le gazoduc, mais à des vitesses supérieures à 10 nœuds. L'ancre du *NewNewPolar Bear* aurait été retrouvée par les autorités finlandaises à proximité du gazoduc. Les deux navires ont bien fait escale à Saint Pétersbourg du 9 au 13 octobre (*Sevmorput*) et du 9 au 11 octobre (*NewNew Polar Bear*). Le *Polar Bear* a fait escale au retour vers le Pacifique à Arkengelsk puis au mouillage en Kamchatka et au sud de l'île de Sakhaline. Il était attendu à Tianjin le 29 novembre mais il s'est dérouter de nouveau vers un port russe, Nakhodka. Les autorités finlandaises espèrent que la Chine coopérera pour mandater une inspection quand le navire touchera un de ses ports afin de vérifier la présence de son ancre. L'OTAN par la voix de son Secrétaire général Jens Stoltenberg, a annoncé que si cela s'avérait être une attaque délibérée, l'alliance répondrait par une action déterminée ([TheBarentsObserver.com](https://www.thebarentsobserver.com), 06 novembre ; [WilsonCenter.org](https://www.wilsoncenter.org), 27 novembre ; [News.err.ee](https://www.news.err.ee), 24 octobre ; [yle.fi](https://yle.fi), 10 novembre ; [Reuters](https://www.reuters.com), 8 novembre).



Figure 1 : trajet du PC NewNew Polar Bear et du Sevmorput

(@[Airbus Defense/space](#))